Etats-Unis : une juge inculpée et suspendue pour avoir permis à un immigrant illégal d'échapper aux autorités

28/04/2019 à 13h02

Une juge du Massachusetts a quitté le tribunal en larmes après avoir été inculpée d'obstruction à la justice pour avoir prétendument aidé un immigrant illégal à échapper à des agents fédéraux de l'immigration.

La juge Shelley M Richmond Joseph et l'officier de première instance Wesley MacGregor sont accusés d'avoir conspiré pour empêcher l'agence fédérale de police aux frontières (ICE) de placer un immigrant sans papiers en détention à la Newton District Court le 2 avril 2018.

La juge aurait ordonné que l'appareil d'enregistrement de la salle d'audience soit éteint pendant 52 secondes pendant qu'elle et l'avocat de l'accusé, José Medina-Perez, avaient eu une conversation pour le faire sortir du palais de justice au lieu de le remettre à un agent de l'ICE, selon l'acte d'accusation. MacGregor aurait utilisé son badge d'accès pour libérer Medina-Perez par une porte arrière.

Elle a été vue en train en pleurs alors qu'elle quittait la cour fédérale à Boston jeudi.

Selon CBS, l'avocat de la juge, Tom Hoopes, a dit à l'extérieur du tribunal : "Cette accusation est absolument politique, Shelley Joseph est absolument innocente.

L’American Civil Liberties Union a également publié une déclaration dans laquelle elle allègue que *les accusations sont le résultat du “programme anti-immigrés”* du président Donald Trump.

Le procureur général du Massachusetts, Maura Healey, a estimé que l’accusation était “une attaque radicale et politiquement motivée contre notre État et l’indépendance de nos tribunaux”.

Medina-Perez, qui avait déjà été expulsé à deux reprises, avait été arrêtée quatre jours auparavant pour possession de drogue et pour avoir fui la justice en Pennsylvanie. Medina-Perez est toujours en fuite.

L’ICE avait appris son arrestation après que ses empreintes digitales avaient été traitées et qu’un ordre avait été émis pour une détention fédérale.

Les procureurs disent que la juge s’est rendue complice en créant un prétexte pour que l’accusé soit emmené en bas pour un “autre entretien”, afin qu’il puisse être libéré par cette porte, selon l’acte d’accusation.

Le procureur du Massachusetts, Andrew Lelling, a annoncé jeudi les charges retenues contre la juge et MacGregor.

“Les allégations contenues dans l’acte d’accusation d’aujourd’hui impliquent une obstruction de la part d’un juge en exercice, c’est-à-dire une ingérence intentionnelle dans l’application de la loi fédérale, et c’est un crime”, a déclaré M. Lelling.

“Nous ne pouvons pas choisir les lois fédérales que nous suivons, ou utiliser nos opinions personnelles pour justifier une violation de la loi. ”

La juge et MacGregor font face à des accusations d’entrave à la justice, de complot pour entraver la justice et d’entrave à une procédure fédérale, selon l’acte d’accusation.

MacGregor est également accusé de parjure pour suspicion d'avoir fait un faux témoignage devant un grand jury fédéral qui examinait l'affaire.

L'ICE a fait une déclaration à la suite de l'inculpation de Joseph.

Todd M. Lyons, directeur par intérim du bureau local des opérations d'exécution et de renvoi de l'ICE à Boston, a déclaré : **"Les actions de la juge dans cet incident sont préjudiciables à la primauté du droit et très offensantes pour les agents de la force publique de l'ICE qui jurent de faire respecter les lois de notre pays sur l'immigration.**

Pour que notre système de justice pénale fonctionne équitablement pour tous, il doit être protégé contre les fonctionnaires judiciaires qui chercheraient à remplacer l'application de nos lois par leurs propres points de vue idéologiques ou par des visées politiques. J'aimerais également remercier le procureur Lelling pour son leadership local et son soutien constant et fidèle à la mission d'application de la loi de l'ERO.

Daily Mail